

Unis à \$112,000,000. Il doit être arrivé quelque chose d'extraordinaire, qui a produit ce changement extraordinaire. Les exportations en Angleterre se sont élevées à \$117,000,000 et les importations de l'Angleterre à \$49,000,000 et cette année elles s'élèveront à beaucoup plus de \$50,000,000. Je prétends que la meilleure preuve de la richesse d'un pays se trouve dans les économies du peuple. J'ose dire qu'aucun sénateur ne contredira ma prétention, personne ne contredira que durant les six dernières années les Canadiens ont placé plus d'argent dans l'industrie manufacturière que durant les dix et quinze années précédentes. Des compagnies ont été formées pour différentes fins, de grandes sommes d'argent ont été placées dans l'industrie du fer et dans l'agriculture, et un grand nombre de syndicats commerciaux ont été établis. Les honorables sénateurs peuvent constater, par le grand nombre de compagnies qui ont été organisées par tout le pays, que des sommes d'argent considérables ont été placées durant les six dernières années, des sommes beaucoup plus considérables que durant les années précédentes. En 1878 il n'y avait dans les caisses d'épargne du pays que \$76,000,000. En dix-huit ans ces \$76,000,000 se sont élevées à \$104,000,000. Ce sont virtuellement les économies du peuple durant ce laps de temps. En 1902 on constatait que les économies avaient augmenté, durant six années, de \$185,000,000. Assurément ceci en dit aussi long que des volumes. Personne ne peut contester l'authenticité d'un rapport de ce genre. Il y avait de l'argent qui attendait un placement, une grande partie de cet argent ne produisait pas d'intérêt, et une autre partie ne rapportait que l'intérêt payé par les banques. Le gouvernement paie trois pour cent, et c'est, je suppose, le taux ordinaire. Je prétends qu'il ne peut être donné une meilleure preuve pour établir la prospérité merveilleuse dont le Canada a joui durant les six dernières années, tant au point de vue du développement merveilleux du commerce entre ce pays et les pays étrangers et de l'énorme augmentation des dépôts faits dans les banques par le peuple, incapable de trouver ailleurs des placements pour ses économies.

Mon honorable ami s'est permis de catéchiser le gouvernement au sujet de l'Allemagne. Bien qu'il ne se soit pas directe-

Hon. M. SCOTT.

ment exprimé dans ce sens, ses observations tendent à blâmer le gouvernement parce qu'il aurait obligé le gouvernement impérial de dénoncer les traités conclus entre l'Angleterre et l'Allemagne et aussi avec la Belgique, et que l'abrogation de ces traités avait été préjudiciable à notre commerce. Mon honorable ami doit se rappeler, s'il ne l'a pas oublié, que le gouvernement dont il était l'un des membres, essaya lui-même, à différentes reprises, de faire dénoncer ces mêmes traités; il doit se rappeler qu'à la grande conférence intercoloniale tenue à Ottawa, en 1894—et qu'il présida si habilement—la question de dénoncer ces traités fut soulevée; qu'il fit lui-même allusion aux efforts faits antérieurement par le gouvernement dont il faisait partie, pour obtenir cette dénonciation, et que la conférence—composée d'hommes représentant toutes les principales colonies de l'empire—appuya unanimement une résolution demandant au gouvernement impérial de dénoncer ces traités. Le comte de Jersey—le représentant du gouvernement impérial à cette conférence—répondit que cette demande de dénonciation était inutile, vu que le gouvernement anglais ne consentirait jamais à l'accorder.

La conclusion à laquelle je désire arriver, c'est que l'abrogation des traités en question n'a pas fait subir à notre commerce une très grande perte. En 1896—avant le changement de gouvernement—la valeur de nos exportations à destination de l'Allemagne s'éleva à \$737,000. Une seule année seulement après, que vîmes-nous? Nos exportations à l'Allemagne atteignirent un chiffre beaucoup plus élevé. En 1902, nos exportations pour l'Allemagne s'élevèrent à \$2,692,000. Il est donc évident que le Canada ne souffrait pas alors de l'abrogation des traités en question. Les Allemands avaient besoin de nos marchandises, et ceux qui eurent à payer le plus de droits de douane dans cette circonstance ne sont pas des Canadiens. Les Allemands, je le répète, ont acheté nos marchandises parce qu'ils en avaient besoin. La valeur des marchandises que nous avons expédiées à l'Allemagne—où elles ont trouvé un marché—a atteint, en 1902, presque \$2,000,000 de plus que la valeur de nos exportations au même pays sous l'administration de mon honorable ami. La valeur du commerce total—c'est-à-dire, de nos importations de